

Arabie saoudite – Armement : L’alignement géopolitique ne suffit pas aux Français pour vendre

Publié dans le numéro 67 de la LettreM.

Par Fadi K. Assaf

Le Prince héritier d’Arabie saoudite Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz est un partenaire encombrant. C’est un partenaire à problèmes. Le Président Emmanuel Macron l’a très vite compris. Le faible retour sur investissement de la France et de ses industriels de la sécurité et de la défense en Arabie saoudite, sous ses prédécesseurs François Hollande et Nicolas Sarkozy notamment, l’incite aussi à ne pas trop miser sur le royaume, malgré son poids géopolitique et économique, ou plutôt sur l’équipe dirigeante actuelle et sur MBS en particulier.

L’aventurisme de MBS le pousse à enlever un Premier ministre allié de sa propre famille ([Saad Hariri](#)), à racketter sa propre communauté d’affaires (Carlton-Ritz), à [éliminer physiquement un journaliste](#) (Jamal Khashoggi) ou à neutraliser ses opposants au sein de la famille royale (son oncle le prince Ahmad Ben Abdulaziz et son cousin le prince Mohammad Ben Nayef Ben Abdulaziz), et l’amène à mener une politique régionale pour le moins chaotique et à ouvrir les hostilités aujourd’hui sur le marché du pétrole jusqu’à le déstabiliser. Cela conforte le Président français dans son choix de prendre quelque peu ses distances à l’égard de Riyad.

Sous Macron, la France maintient de solides relations de coopération avec l’Arabie saoudite où elle vient de déployer la *Task Force Jaguar* afin de « réassurer » le royaume face aux menaces iraniennes, mais l’Elysée ne semble pas convaincu d’une plus grande proximité stratégique avec une classe dirigeante saoudienne devenue trop imprévisible. MBS lui rend la pareille d’ailleurs, comme l’illustre le traitement infligé ces derniers mois aux émissaires français en Arabie saoudite, et comme le confirme la marginalisation, qui se confirme, des Français dans le secteur stratégique de la sécurité et de la défense, un marché dominé par les Etats-Unis alors que le royaume s’érigeait au premier rang des importateurs d’armes dans le monde...

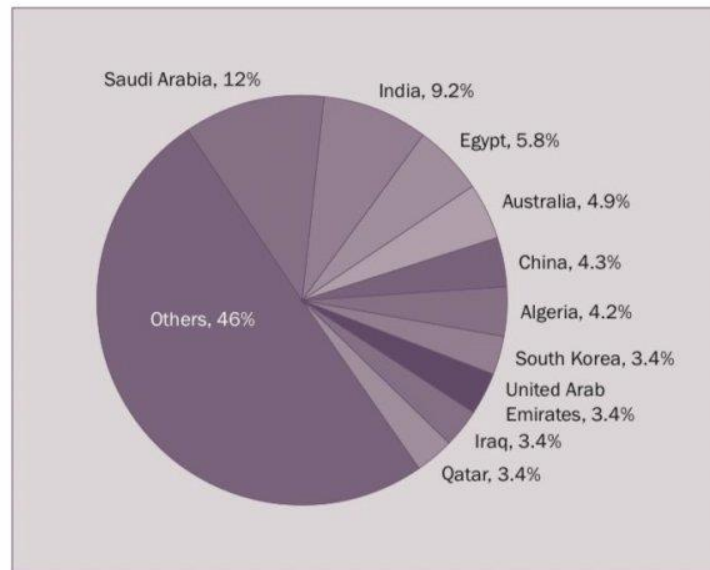


Figure 4. Global share of major arms imports by the 10 largest importers, 2015-19

Source: SIPRI Arms Transfers Database, Mar. 2020.

Les nouvelles données montrent que le flux d'armes vers le Moyen-Orient a augmenté, l'Arabie saoudite étant clairement le plus grand importateur mondial. Au cours des cinq dernières années, la moitié des exportations d'armes américaines est destinée au Moyen-Orient, et la moitié de celles-ci à l'Arabie saoudite. SIPRI (9 Mars 2020)

Les Français privés de méga-contrats militaires

Pour expliquer le décrochage des industriels de l'armement français sur le marché saoudien, on évoque systématiquement des questions de politique étrangère ou de réseaux et de compliance. Tout cela est bien vrai. Pourtant, d'autres pays tirent leur épingle du jeu sur ce marché, même lorsqu'ils offrent moins à l'Arabie saoudite en termes d'engagement pour sa sécurité ou lorsqu'ils sont plus critiques envers ses dirigeants sur des questions liées aux [libertés et aux droits de l'homme](#).

La marginalisation des industriels français sur le [marché saoudien](#) est cyclique, et leurs succès sur ce même marché le sont aussi. Désaccords politiques entre dirigeants saoudiens et français signifient une réduction des parts de marchés potentiellement pour les industriels français de l'armement. Critiques françaises de la gouvernance saoudienne signifient des pertes de contrats probables pour ces industriels. La fragilisation des réseaux d'affaires ou l'inutile complexification des montages proposés par les offices d'intermédiation devenues superflues réduisent les chances de succès des propositions françaises dans le domaine de l'armement. Cependant, les méga-contrats militaires, que les plus fatalistes à Paris considèrent comme définitivement perdus sur le marché saoudien, ne peuvent reposer que sur une convergence de vues politiques stratégique et durable, et non seulement circonstancielle, entre dirigeants saoudiens et français. Les seules convergences d'intérêts circonstanciels ne suffisent pas, tout comme les interventions ponctuelles de facilitateurs d'affaires entre Riyad et Paris. Au-delà de l'indispensable convergence de vues stratégiques entre l'Arabie saoudite et la France, ces contrats ont besoin d'affinités entre les hommes du pouvoir dans ces deux pays.

Les plus grands obstacles devant la conclusion de tels contrats franco-saoudiens ces dernières années, dans le domaine stratégique de l'armement et de la défense surtout, sont à trouver

ailleurs que dans la géopolitique, la dimension technologique et les considérations commerciales. Les dirigeants saoudiens et français se comprennent mal, et cette incompréhension est, en effet, d'ordre culturel. Sans sous-estimer le poids de l'indispensable alignement géopolitique entre l'Arabie saoudite et la France, et sans sous-estimer non plus le rôle et la place des [intermédiaires et des montages industriels et financiers](#), il reste qu'en l'absence d'affinités culturelles entre décideurs des deux pays, point de gros contrats d'armement et de défense pour les industriels français. Par affinités culturelles, nous entendons une compréhension mutuelle, une facilité d'échanges, et pourquoi pas une complicité entre les dirigeants des deux pays.

Depuis quelques années, cela est de plus en plus difficile à trouver. Cela l'était avant le renouvellement des classes dirigeantes en Arabie saoudite et en France. Cela s'est accéléré avec l'arrivée au pouvoir d'un Mohammad Ben Salman Ben Abdulaziz à Riyad et d'un Emmanuel Macron à Paris. Cette incompréhension, découlant d'un manque d'affinités évident entre les deux hommes, rend difficile la traduction en contrats des convergences de vues géopolitiques du moment et contraignante l'adoption commune de montages industriels et financiers aussi pertinents soient-ils. Il est question d'un secteur éminemment stratégique, qui nécessite forcément une volonté politique au plus haut niveau, au *diwan* royal donc et à l'Élysée, ce qui relativise ici le poids des autres paramètres de décision aussi indispensables soient-ils. Une solide volonté partagée au plus haut niveau de la hiérarchie politique des deux pays est la garantie qui manquait aux industriels français de la défense ces dernières années sur le marché saoudien, et sans laquelle les autres paramètres réunis restaient déficients.

A moins que tout cela ne soit, justement, le résultat d'une volonté politique partagée : une décision de l'Élysée de ne pas insister sur ce créneau, celui de la défense et de l'armement, lourd à gérer et à cautionner dans le cas de l'Arabie saoudite actuellement, tout en maintenant des relations normales avec le royaume, et une décision du *diwan* royal saoudien de miser sur un autre domaine d'excellence français, celui du patrimoine, de l'héritage, de la culture, et des technologies civiles, pour se soustraire à la dimension stratégique dans les relations bilatérales tout en normalisant ces relations. Dans le contexte actuel, ni Emmanuel Macron ne semble disposé à se présenter en complice d'un dirigeant incommode, ni MBS ne semble convaincu de la nécessité du parapluie stratégique de la France pour son pouvoir.

Le nouveau coup de force mené le 6 mars 2020 par MBS, qui décide de se débarrasser manu militari de ses concurrents potentiels au pouvoir, alors qu'il ouvrait un nouveau front global, cette fois, sur le marché du pétrole, ne facilitera pas la tâche aux lobbyistes pro-saoudiens à Paris qui font miroiter de possibles méga-contrats franco-saoudiens dans le secteur sensible de la sécurité et de la défense. Un effondrement durable du marché pétrolier, qui mettrait en péril les plans de réformes et de développement économiques du royaume, rendrait encore plus improbable l'attribution de méga-contrats aux Français qui trouvent leur compte pour le moment sur d'autres marchés de la région (Qatar, Emirats Arabes Unis, Egypte...).

Les exportations françaises d'armes ont atteint leur plus haut niveau sur une période de cinq ans depuis 1990 et représentent 7,9 % des exportations mondiales d'armes en 2015-19, soit une augmentation de 72 % par rapport à 2010-14. L'industrie française de l'armement a profité de la demande d'armes en Égypte, au Qatar et en Inde. SIPRI, 9 Mars 2020.